

FORMATION PROFESSIONNELLE

Grève générale de trois jours à la fin mai

Une démonstration de force des travailleurs du secteur de la formation professionnelle est attendue pour les 21, 22 et 23 du mois en cours. C'est à cette décision que sont parvenus les membres de la Commission exécutive fédérale (CEF) de la fédération du secteur affiliée à l'UGTA, à l'issue d'une réunion qui s'est tenue hier au siège de la maison du peuple.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au banc des accusés, le ministère de tutelle «qui n'a point daigné donner suite aux revendications des travailleurs» ou encore cette volonté de vouloir «privilégier une représentation syndicale à une autre».

Hier, les syndicalistes de la Fédération des travailleurs du secteur de la formation professionnelle UGTA n'y sont pas allés par quatre chemins pour dresser un véritable réquisitoire à l'encontre de la tutelle. Cette dernière, selon les syndicalistes «cherche le

pourrissement et rien n'indique qu'une volonté réelle à même de régler les problèmes des travailleurs est affichée».

Le secrétaire général de ladite fédération, en l'occurrence M. Sana Tayeb, est revenu, hier, sur l'ensemble des revendications exprimées par les travailleurs et qui n'ont, jusque-là, pas rencontré d'écho favorable auprès des autorités concernées. «Certes, il y a des problèmes qui ont été résolus, mais certains, toujours en stand-by, doivent refaire surface».



Le ministère de Mohamed Mebarki au banc des accusés.

S'agissant du volet social, il abordera le problème du logement. «Il y a un nombre important de fonctionnaires qui occupent des logements de fonction d'accompagne-

ment et qui réclament un désistement de l'Etat. Le problème a été soulevé au niveau des 48 wilayas du pays, mais sans résultat. Ces travailleurs partent à la retrai-

te avec un avenir incertain.» «Quel sera leur devenir ?», s'interrogent-ils.

L'autre problème soulevé par les syndicalistes est celui relatif «aux fonctionnaires qui, bien que réunissant toutes les conditions pour une promotion, ne peuvent l'obtenir vu qu'il n'existe pas de postes budgétaires».

En somme, la plateforme de revendications de la Fédération des travailleurs du secteur de la formation professionnelle ne diffère pas de celle des autres secteurs et s'articule autour de la «révision du statut particulier et du régime indemnitaire des corps technique, pédagogique et économique, l'octroi de la prime de soutien scolaire, fixée à 15%, accordée aux enseignants du secteur de l'éducation, l'intégration des travailleurs contractuels, l'abrogation de la circulaire privant les enseignants du

secteur d'accéder au poste de directeur, le réaménagement des vacances, la promotion interne...».

Ils revendiquent aussi l'intégration du corps des économes depuis janvier 2008, que soit prise en considération la situation sociale des corps communs, des agents et chauffeurs ainsi que la prise en charge des conflits dans certaines wilayas.

Les travailleurs disent aussi refuser catégoriquement la décision numéro 24 du 27 mars 2012 et qui concerne les conditions de la tenue d'un concours et la nomination aux postes supérieurs, des directeurs des centres de formation professionnelle. La grève de trois jours pourrait être donc reconduite, selon la fédération, si les revendications des travailleurs ne sont pas prises en charge.

A. B.

TUNISIE

Le gouvernement Ennahda face aux salafistes

La police tunisienne a démantelé, samedi dernier, une tente de prêches installée par des salafistes dans la banlieue sud de Tunis. Une opération qui intervient au moment d'une nette détérioration de la situation sécuritaire.

Les autorités tunisiennes semblent avoir opté pour une politique de tolérance zéro envers les groupes salafistes.

Le ministère de l'Intérieur a instruit, la semaine dernière, les forces de sécurité de contrôler les mosquées et d'interdire les «tentées de prêches», sortes de manifestations religieuses qui se déroulent dans les rues.

Samedi après-midi, à Sijoumi, quartier de la banlieue sud-ouest de Tunis, le démantèlement d'une tente de prêches a tourné à la confrontation entre policiers et salafistes. Face au refus des islamistes de quitter les lieux, les forces de sécurité ont donné l'assaut en utilisant des grenades de gaz lacrymogène et des matraques. La presse tunisienne a fait état de plusieurs arrestations.

Cette opération de la police indique clairement que le ministère de l'Intérieur, et à travers lui le gouvernement Ennahda, a décidé de s'impliquer concrètement dans la lutte contre l'islamisme radical et le terrorisme islamiste. Mais cet engagement est intervenu sous la pression des membres des services de sécurité qui sont, depuis plusieurs mois, la cible de menaces proférées par des prêcheurs salafistes activant dans les mosquées et les tentes de prêches.

Les policiers, garde républicaine et militaire sont souvent accusés d'être des taghout, apostats. En fait, dans certaines régions du pays, les islamistes ont mis à exécution leurs menaces. C'est fut le cas à Djebel Jelloud, quartier populaire de la capitale, où un commissaire a été égorgé le 2 mai. Selon les médias, trois personnes impliquées dans ce meurtre ont été arrêtées à Benguerdane, ville frontalière avec la Libye.

Le 4 mai, des individus à bord d'un véhicule ont tiré des rafales d'armes automatiques contre une caserne militaire à Sidi Ahmed Salah, dans la région du Kef. Les opérations de recherche lancées par l'armée et la garde républicaine n'ont donné aucun résultat. Notons que des islamistes armés sont particulièrement actifs dans cette région proche de la frontière avec l'Algérie. Mais c'est plus au sud, dans le massif montagneux de Chaâmbi, qui surplombe la ville de Kasserine, que la situation sécuritaire est la plus inquiétante. C'est dans cette zone qu'est retranché un groupe terroriste affilié à Al Qaïda au Maghreb islamique composé d'une trentaine d'individus.

Lancées à la fin du mois d'avril, les opérations de ratissage n'ont pas encore donné de résultats probants.

Plusieurs militaires ont été blessés par des mines artisanales placées par les terroristes pour piéger la zone. L'affaire du djebel Chaâmbi a accentué la pression sur le gouvernement islamiste d'Ennahda, accusé de «laxisme» par une partie de l'opposition et par le mouvement associatif. Une idée que partagent également l'armée et les services de sécurité.

Le changement de cap du gouvernement à travers le ministère de l'Intérieur vise justement à lever les doutes quant à sa détermination à lutter contre le terrorisme islamiste. Mais la tenue du 3^e congrès d'Ansar Al-Charia, parti salafiste, prévu pour le 19 mai à Kerouan, met le ministère de l'Intérieur dans une situation délicate. En effet, ce congrès n'a toujours pas été autorisé. Et une interdiction définitive pourrait s'avérer risquée. Une menace qui devrait être prise très au sérieux.

Samedi dernier, Seif Eddine Raïs, le porte-parole d'Ansar Al-Charia, a exigé aux militants et autres sympathisants de ne plus se rendre en Syrie pour y mener «la guerre sainte». Pour le parti salafiste, le djihad en Tunisie est devenu la priorité.

T. H.

ASSURANCES CATASTROPHES NATURELLES

Les calamités agricoles pourront être prises en charge

Les calamités agricoles pourront être prises en charge par les compagnies d'assurances dans le cadre de l'assurance catastrophes naturelles (CAT-NAT).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le secrétaire permanent du Conseil national des assurances (CNA), Abdelhakim Benbouabdallah, a évoqué hier lors du Forum économie du quotidien *El Moudjahid*. Exclues de l'assurance obligatoire CAT-NAT, lancée depuis 2003, les diverses calamités agricoles (sécheresse, grêle...) pourraient être couvertes dans le cadre d'un nouveau dispositif.

Elaboré sur la base d'une «concertation approfondie», validé par le CNA et soumis à l'aval du ministère des Finances, ce dispositif «n'est pas limitatif», dira M. Benbouabdallah. «Toutes les calamités qui ont un effet sur l'activité agricole seraient éventuellement prises en charge par ce dispositif», relève le secrétaire permanent du CNA qui indique que la couverture concernera notamment les catastrophes

dites récurrentes. Notons que ce dispositif prévoit également la mise en place d'une Agence de prévention du risque agricole ainsi que les modalités de réassurance de ce risque.

Un produit qui s'ajoute aux assurances agricoles, notamment offertes par la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), dont la progression reste toutefois faible, le nombre d'agriculteurs restant réticents à souscrire des polices d'assurances pour des raisons tant objectives que subjectives (primes jugées élevées, des types d'assurance parfois inadaptés avec la nature de l'activité agricole, absence ou faiblesse de la culture de l'assurance...). Ce qui explique pourquoi les agriculteurs ont constitué un «bloc», dira Abdelhakim Benbouabdallah. Il en est de même pour la CAT-NAT à laquelle 520 000 polices ont été souscrites à

l'heure actuelle, le représentant du CNA expliquant que la progression de cette assurance, pourtant obligatoire, a été contrainte par plusieurs facteurs.

Outre «l'effet religieux», «le fatalisme de l'Algérien» et le fait que l'Etat intervient lors des grandes catastrophes, l'hôte de *El Moudjahid* évoque notamment le manque d'information et le manque de moyens de contrôle de la souscription hors les canaux fiscaux et notariaux.

Cela même si le dispositif de 2003 prévoit des pénalités (une majoration de 20%), voire l'exclusion du bénéfice de l'assurance pour ceux qui ne souscrivent pas. D'où la nécessité de développer «une communication agressive, pas seulement de marketing et publicitaire, mais davantage pédagogique, tout au long de l'année», dira le secrétaire permanent du CNA. «Chacun a une part de responsabilité», dira M. Benbouabdallah citant les pouvoirs publics dont le CNA est un organe consultatif, les

compagnies d'assurance et la société civile ainsi que les médias.

Concernant l'assurance de personnes, une branche qui progresse encore faiblement, l'hôte de *El Moudjahid* constate que les conditions de placement et de rémunération ne sont pas assez attractives, les assureurs n'ayant «pas suffisamment de marges de manœuvre pour offrir une bonne rémunération», dira M. Benbouabdallah.

Par ailleurs, le droit à l'information des assurés, notamment en automobile, devrait être consacré par une nouvelle disposition réglementaire. Il s'agira de revoir les dispositions de l'ordonnance 74-15 du 30 janvier 1974 relative à l'obligation d'assurance en responsabilité civile des véhicules automobiles.

La finalité de cette révision, le secrétaire permanent du CNA la lie au souci de combler «le déficit de confiance» des assurés.

C. B.

ARCELORMITTAL ANNABA

L'arrêt du haut-fourneau évité de justesse

Le haut-fourneau n°2 du complexe sidérurgique ArcelorMittal d'El Hadjar a échappé de justesse, samedi, à sa mise à l'arrêt, après son approvisionnement en coke.

La mise à l'arrêt n'est pas intervenue, comme annoncé jeudi dernier par la direction générale, en raison d'un approvisionnement du H-F à partir du port, jusque-là bloqué par les salariés protestataires de la société sous-traitante avec ArcelorMittal. Ces derniers ont permis le chargement de plusieurs camions en coke.

La direction générale avait signalé, jeudi, une diminution drastique des réserves en ce produit, soulignant que celles-ci «ne pouvaient couvrir les besoins au-delà des prochaines 48 heures».

Le coke constitue, en effet, l'énergie nécessaire à la production de l'acier

liquide pour les besoins des unités du complexe.

Pour rappel, le mouvement de protestation des salariés de la société de sous-traitance activant au port a débuté mardi dernier. Il a été suivi le lendemain mercredi par ceux de deux autres sociétés de sous-traitance en activité au sein même du complexe, au niveau des laminoirs rond à béton et laminoir fil à machine. Ils sont une centaine au total à réclamer leur intégration au sein de la filiale algérienne du géant mondial de l'acier. Selon leurs dires, des promesses leur ont été faites en 2011 par le partenaire social pour une intégration au sein d'ArcelorMittal. A l'époque, l'employeur n'a pas fermé totalement la porte à ce sujet. Il leur a laissé de l'espoir.

Le directeur des opérations au sein de l'entreprise avait laissé pour

consigne à ses proches collaborateurs, avant son départ en congé, de «bien maîtriser» les 360 salariés des sociétés de sous-traitance qui «sont dans notre base de données et qui n'ont pas eu la chance de passer à ArcelorMittal en CDD cette fois-ci. Ils doivent patienter. Leur tour viendra».

Les travailleurs protestataires relevant de la société de sous-traitance activant à l'unité commerciale d'ArcelorMittal au port de Annaba ont consenti le chargement de plusieurs camions en coke destiné au H-F, l'une des installations essentielles du cœur du complexe en signe de bonne volonté de leur part et pour éviter au H-F n°2 une détérioration irréversible. Sachant que celui-ci, déjà rafistolé, est le dernier encore en activité après l'arrêt définitif du H-F n°1.

A. Bouacha